RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Scrutin du 18 Novembre 1962

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION DE DIJON

ELECTRICES, ELECTEURS,

.. ..jet de loi, portant sur l'élection du Président de la République au suffrage universel, vient d'être voté.

Ce scrutin peut être salutaire. A une double condition :

— que le pouvoir tienne compte des enseignements de ce référendum et des limites qu'il lui impose ;

— que les Républicains cherchent ensemble les moyens d'amender la Constitution pour rétablir l'équilibre des pouvoirs et bâtir une démocratie véritable.

⁂

Cette campagne pour le Référendum et les Législatives aura, du moins, eu le mérite de faire sortir de leur léthargie les princes qui nous gouvernent. En effet, ils font grand tapage autour de quelques mesures sociales décidées « à la sauvette » depuis quinze jours.

Le moment est venu de rendre des comptes aux Electeurs, mais ce « bluff à la prospérité » ne peut suffire à masquer un bilan de faillite.

Jamais bilan social ne fut plus désastreux pour les travailleurs que ces années 1958-1962. Personne n'a oublié les conditions dans lesquelles fut lancée la politique dite d'assainissement financier. Rappelons brièvement les mesures anti-sociales du début de 1959 :

— Majoration des taxes indirectes.

— Suppression des subventions sur les produits de grande consommation.

— Disparition du Fonds National de Solidarité (mais les ressources étaient maintenues et volées aux personnes âgées).

— Suppression de l'indexation pour les prix des produits agricoles.

— Suppression de la retraite des anciens combattants.

— Etablissement d'une « franchise » de 3.000 francs pour les remboursements des frais de la Sécurité Sociale.

— Réduction des investissements économiques et sociaux dans le budget.

Les charges supplémentaires aux classes laborieuses ont été estimées à 800 milliards d'anciens francs. Pour parvenir à un relatif équilibre budgétaire, on a bloqué les investissements et réduit le niveau de vie des salariés, des agriculteurs, des retraités et des vieillards. Dans le même temps, l'amnistie aux fraudeurs encourageait les rentrées de devises.

CONSTRUCTION. — Le rythme de construction de logements dépassera à peine en 1962 celui de 1958, et c'est seulement en 1965 que l'objectif de 350.000 fixé pour 1959 sera atteint. Le volume de H.L.M. est de moitié inférieur aux besoins minimaux établis par les organismes H.L.M. ou le Conseil économique. Les prix des loyers ont considérablement augmenté, et on s'apprête à les relever de 25 à 50 % dans les H.L.M. pour une partie des locataires.

EDUCATION NATIONALE. — Inutile d'insister sur la misère de l'enseignement public, dont la situation est allée en s'aggravant d'année en année. Manque de locaux, déficit de maîtres et de professeurs, élèves refusés à chaque rentrée scolaire, etc... L'investissement intellectuel a été complètement sacrifié. Des dizaines de milliards sont en même temps distribués aux écoles confessionnelles. Même désastre pour la recherche scientifique et la promotion sociale, la vulgarisation des techniques en milieu agricole. L'avenir de la jeunesse a été tout autant sacrifié par le Pouvoir.

AGRICULTURE. — Les revenus des exploitants agricoles ont à peine progressé en quatre ans. Il a fallu, chaque année, que les agriculteurs manifestent et établissent des barrages pour que le Pouvoir se décide à accorder quelques mesures. Deux ans après le vote de la loi d'orientation agricole, la plupart des dispositions prévues restent lettre morte, faute de textes d'application.

VIEILLARDS ET RETRAITES. — Ce sont les catégories qui ont le plus souffert de la politique gaulliste. Les timides et récentes mesures de revalorisation des pensions et allocations aux Vieux n'ont en rien permis de rattraper le retard sur le coût de la vie, et encore moins de compenser les pertes subies de 1959 à 1961.

SALAIRES. — Le coût de la vie n'a pas cessé d'augmenter et le taux d'accroissement en quatre ans dépasse 25 %. Le gouvernement, croyant être généreux, accorde 5,25 % d'augmentation pour le personnel des secteurs nationalisés, alors que les demandes étaient de 11 %. Aucune des promesses faites aux fonctionnaires n'a été tenue et ce n'est pas la fameuse prime **uniforme** et **électorale** payée

à la mi-novembre qui fera oublier que rien n'a été prévu pour les catégories C et D, pour la suppression de l'abattement du 1/6 sur les retraites, pour la remise en ordre de l'ensemble des salaires. Le retard actuel des Allocations Familiales sur les salaires — eux-mêmes en retard sur les prix — n'atteint pas moins de 70 %.

FISCALITE. — Rien n'a été fait dans le sens d'une plus grande justice fiscale. Les taxes indirectes n'ont pas été allégées et l'impôt sur le revenu est plus lourd aujourd'hui qu'en 1959, en raison de la hausse purement nominale des ressources des familles. Les sociétés, elles, recevaient des privilèges supplémentaires, tandis que les actionnaires voyaient leurs revenus s'accroître, notamment sous forme de distributions d'actions gratuites.

Ce ne sont là que les principaux éléments du bilan social ; la liste, hélas, n'est pas limitative. Rien pour l'avenir n'est réglé et les prochains mois reverront les mêmes problèmes se poser : la hausse des prix se poursuivra, le budget est truqué, une sous-évaluation des dépenses (notamment pour les rapatriés), les crédits aux entreprises publiques progressent à peine, les échanges avec la zone franc sont désastreux.

PROGRAMME SOCIALISTE

Ce que nous voulons, nous socialistes, **dans le domaine économique et social,** c'est un plan de réforme prévoyant l'accroissement régulier des salaires, parallèlement à la diminution de la durée du travail ; l'abaissement de l'âge de la retraite, la promotion sociale effective — tout ce plan étant indexé sur les progressions de notre économie. Car alors, et alors seulement, les travailleurs obtiendront leur juste part d'une richesse nationale dont ils sont les véritables artisans, mais qui s'en va, actuellement, en bénéfices pour les nantis du système, et en rêves illusoires de fausse grandeur, telle cette inutile force de frappe dérisoire, qui engloutira à elle seule la contre-valeur de milliers de logements sociaux.

— Ce que nous voulons, **dans le domaine des institutions,** c'est l'application intégrale de la Constitution, le respect de la légalité républicaine et de l'indépendance de la justice.

— Ce que nous voulons, **dans le domaine diplomatique,** c'est la présence active de la France dans les organisations internationales, la reprise des efforts pour parvenir à l'unité politique de l'Europe, la coopération avec les pays encore peu développés, la paix dans le monde par le refus de céder devant la menace, mais aussi par des négociations entraînant des concessions réciproques, et par le désarmement contrôlé.

— Ce que nous voulons, **dans le domaine scolaire,** c'est la réforme et la nationalisation de l'Enseignement.

Au nom de mes amis politiques, voilà le programme que je soumets à vos suffrages, comme une réponse aux inquiétudes du présent et aux incertitudes de l'avenir.

Je ne suis guidé par aucune ambition personnelle.

Comme animateur de Mouvements de Jeunes et d'Associations d'Education Populaire, comme militant syndical, je crois avoir donné des preuves de mon attachement à la chose publique.

Sous mon impulsion, le Parti Socialiste, dans le département, a, depuis trois ans, participé avec vigueur à la lutte antifasciste, aux batailles pour la Laïcité et la défense des Institutions.

Les hommes passent, les idées comptent.

Simplement, modestement, avec toute la force de mes convictions, j'ai choisi de participer à la défense de la République, cette République dont — comme aimait à le rappeler Jaurès — « l'aboutissement logique et inévitable ne peut être que le **SOCIALISME** ».

Le 29 Octobre 1962.

Xavier PERETTI

Instituteur,

Secrétaire Général de la Fédération Socialiste.

CANDIDAT SOCIALISTE S.F.I.O.

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Maurice MAZUE,

Cheminot,

Maire de Longvic.

IMP. NOUVELLE - DIJON